

Questions orales

l'ordre du jour du G-7 la question de la révision des institutions financières internationales.

Pendant les discussions un certain nombre de solutions ont été envisagées. La «taxe Tobin», qui semble intéresser beaucoup le député, est un des nombreux sujets qui seront envisagés et discutés lors de la réunion du G-7.

M. Jim Abbott (Kootenay-Est, Réf.): Monsieur le Président, dans le monde aujourd'hui, les agents de change internationaux ont les yeux sur le Canada, ils veulent être rassurés sur la direction que prendra notre gouvernement.

Comment se fait-il que lorsque les libéraux se mettent à penser ils ressortent des idées des années 70? Le gouvernement appuie-t-il la «taxe Tobin», oui ou non?

L'hon. André Ouellet (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, nous appuyons une révision et une amélioration des institutions financières internationales. Nous présenterons des recommandations à cette fin au moment du sommet de Halifax.

Nous avons demandé à un comité parlementaire d'étudier cette question. Je désire rappeler au député que son parti est représenté à ce comité. Nous espérons que les représentants du Parti réformiste au comité pourront faire des recommandations intéressantes.

* * *

[Français]

LES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT

M. René Laurin (Joliette, BQ): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre chargé du Renouveau de la fonction publique. Lors d'une conférence de presse hier à Québec, la vice-présidente de l'Alliance de la fonction publique du Canada a révélé des cas concrets de gaspillage de fonds publics. Le gouvernement fédéral aurait ainsi offert des cours de gestion du stress par l'humour, ainsi que des cours de conduite préventive à des fonctionnaires qui n'ont pas à prendre la route dans le cadre de leurs fonctions. Comme prévention, on a rarement vu mieux!

Le ministre des Affaires intergouvernementales admettra-t-il que ces cas concrets de gaspillage prouvent que le gouvernement n'arrive pas à mettre fin à la dynamique de gaspillage dans l'appareil fédéral?

[Traduction]

L'hon. Arthur C. Eggleton (président du Conseil du Trésor et ministre responsable de l'Infrastructure, Lib.): Monsieur le Président, nous n'approuvons absolument pas le gaspillage du gouvernement. Nous avons, dans le cadre de l'examen des programmes, procédé à l'examen détaillé de tous les programmes et services gouvernementaux.

Pour réduire le déficit, pour mettre de l'ordre dans nos finances, nous avons frappé les dépenses publiques des compressions les plus importantes jamais exercées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette mesure contribuera certainement à l'instauration d'une grande discipline et assurera plus d'efficacité et d'efficacité que jamais auparavant dans l'utilisation de l'argent des contribuables.

[Français]

M. René Laurin (Joliette, BQ): Monsieur le Président, compte tenu de la réponse du ministre, je constate qu'un examen de la vue serait aussi nécessaire.

• (1450)

Pourquoi le ministre des Affaires intergouvernementales ferme-t-il les yeux devant les nombreux cas de gaspillage portés à son attention par les fonctionnaires, et pourquoi ne reconnaît-il pas qu'il devra faire le ménage dans sa cour avant de s'attaquer aux fonctionnaires par des mises à pied massives?

[Traduction]

L'hon. Arthur C. Eggleton (président du Conseil du Trésor et ministre responsable de l'Infrastructure, Lib.): Monsieur le Président, nous ne refusons jamais d'examiner les propositions qui nous sont faites et qui contribueraient à l'amélioration de l'efficacité et de l'efficacité des programmes et services gouvernementaux. Il est certain que tout élément porté à mon attention a déjà été étudié ou fait actuellement l'objet d'un examen minutieux.

Nous ne prenons pas à la légère le fait qu'une partie de notre programme de diminution des dépenses signifie que 45 000 employés perdront leur poste dans la fonction publique. Nous traiterons ces personnes avec justice et équité, tout en procédant à l'assainissement des finances du gouvernement.

* * *

LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

M. Art Hanger (Calgary-Nord-Est, Réf.): Monsieur le Président, hier, M. Bill Bauer et M. Gary Carson, deux anciens membres de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, ont confirmé que pas moins de la moitié des membres de la CISR n'ont peut-être pas la compétence nécessaire pour entendre les revendications du statut de réfugié, que certains d'entre eux n'ont une connaissance suffisante ni de l'une, ni de l'autre des langues officielles du Canada et qu'on les force à rendre des décisions positives.

Voici ma question: Le ministre écouterait-il enfin ce qu'on lui dit et démantèlerait-il la CISR pour recommencer à neuf ou fera-t-il la sourde oreille aux propos de M. Bauer comme il l'a fait pour nous, d'autres Canadiens et même ses propres employés?

L'hon. Sergio Marchi (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Lib.): Monsieur le Président, l'affaire devrait être située dans son contexte.

Le gouvernement n'a pas accepté le statu quo en ce qui concerne la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. Nous avons fait d'importantes réformes, tant du point de vue législatif que du point de vue administratif. La semaine dernière, le président de la CISR a également répondu de façon très exhaustive et adéquate au rapport Hathaway.

Personne ne prétend que cette institution ni aucune autre institution du gouvernement est parfaite. De la même façon, nous ne devrions pas sauter à l'autre extrême et dire que tout ce que